AFFAIRE SONATRACH-ANADARKO

Vers un accord à l'amiable

Dans 30 jours seulement, le tribunal d'arbitrage international rendra son verdict dans le contentieux qui oppose Sonatrach au groupe américain Anadarko.

Le litige en question porte sur une somme de trois milliards de dollars réclamée par le groupe américain qui s'est senti lésé par les taxes imposées par la loi de 2006 sur les hydrocarbures.

Bien que la date du 19 novembre soit très proche, on apprend de bonne source que les discussions entre les deux groupes pétroliers se poursuivent dans la perspective d'un accord qui sera conclu en dehors des rouages du tribunal arbitral nommé par la Chambre de commerce international de Paris.

Anadarko, qui travaille en Algérie depuis 1989, réclame à Sonatrach la restitution des sommes prélevées au titre de la taxe sur les profits exceptionnels, estimant que la loi sur les hydrocarbures qui avait institué cette taxe ne s'applique pas au groupement Berkine, constitué par les deux sociétés (Sonatrach-Anadarko), car sa naissance est antérieure à cette loi.

Même si les discussions s'annoncent aujourd'hui très difficiles, des experts affirment que les deux compagnies tendent vers un accord à l'amiable car elles ont plus intérêt à avancer qu'à rompre leur relation de partenariat. Du côté algérien, on souffre déjà des litiges qui se sont succédé (Repsol-Gas Natural, Saipem, entre autres) hérités de l'ère Chakib Khelil, alors que le groupe américain sort à peine d'un énorme contentieux avec le géant britannique BP, et exprime par conséquent un besoin pressant de renflouer sa trésorerie afin de s'acquitter de ses dettes.

Hier, BP a annoncé qu'il allait recevoir 4 milliards de dollars de l'américain Anadarko comme participation aux coûts liés à la catastrophe du golfe du Mexique, précisant avoir réglé à l'amiable tous les litiges avec Anadarko, propriétaire à 25% du gisement qu'exploitait la plateforme Deepwater Horizon qui avait explosé en avril 2010 en provoquant une énorme marée noire.

Photo : Samir Sid

Sonatrach doit restituer 3 miliards de dollars au groupe américain.

L'argent servira à renflouer le fonds de 20 milliards de dollars mis en place pour compenser les victimes de la catastrophe et couvrir les coûts de nettoyage. Dans le cadre de l'accord, Anadarko va aussi transférer sa participation de 25% dans le gisement à BP.

H. M.

GOUVERNANCE PARTICIPATIVE EN AFRIQUE DU NORD

Participation du CNES et du Ceneap

Le Cnes et le Ceneap, représenté par son directeur général, participeront au séminaire international sur «les défis et la perspective de la gouvernance participative dans les pays d'Afrique du Nord» organisé par les Nations unies (département des Affaires économiques et sociales, Commission économique pour l'Afrique et pour l'Asie de l'Ouest). Le séminaire se tiendra à Rabat (Maroc) les 20 et 21 octobre 2011.

Cette rencontre a pour but d'évaluer collectivement les besoins émergents de la gouvernance participative et de l'administration publique, d'améliorer les institutions de la gouvernance participative et de renforcer les capacités de l'administration publique et des parties prenantes en Afrique du Nord.

A cet effet, 20 à 25 éminents experts régionaux et internationaux spécialisés dans les questions de la gouvernance participative en Afrique du Nord et représentant divers secteurs ayant capitalisé une riche expérience et une connaissance profonde dans ce domaine prendront part à cette importante rencontre qui a pour but d'identifier les besoins de renforcement des capacités des acteurs dans la région, afin d'améliorer la gouvernance participative et la participation des citoyens dans la gestion du développement.

Comment engager les citoyens et leurs organisations dans la vie publique à travers des institutions appropriées, l'opportunité et la raison d'être de la gouvernance participative en Afrique du Nord, le renforcement et l'organisation de la gouvernance participative, les stratégies et politiques à mettre en œuvre, et les défis, risques et avantages à tirer, c'est autour de ces principales problématiques que seront animées les différentes sessions de la rencontre et où les experts auront pour mission de proposer des recommandations et des lignes directrices visant à la mise en place et au renforcement de la gouvernance participative dans la région.

H. M.

POUR «ÉVENTUELLEMENT» LIVRER LA FAMILLE KADHAFI

Londres demande à Alger de mieux coopérer avec le CNT

Le ministre des Affaires étrangères britannique n'est pas venu à Alger que pour parler de coopération bilatérale. William Hague en visite à Alger a demandé à l'Algérie de coopérer avec les nouvelles autorités libyennes pour éventuellement livrer les membres de la famille Kadhafi réfugiés en Algérie.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Londres souhaite une meilleure coopération entre l'Algérie et les nouvelles autorités libyennes. «Nous pensons, au Royaume-Uni, que l'Algérie doit coopérer avec les autorités libyennes si celles-ci effectuaient toute demande concernant les personnes qui sont venues dans ce pays», ajoutant : «J'ai présenté la même demande, concernant les personnes réclamées par la Cour pénale internationale, à tous les pays de la région que j'ai visités. Il est important de travailler avec les autorités libyennes et la justice internationale afin de garantir la remise des personnes réclamées à la justice.» Réponse de Mourad Medelci : «Nous les avons reçues pour des raisons humanitaires, le président du Conseil national de transition libyen a reconnu que nous étions en droit de le faire.» Sur un tout autre plan, la Grande-Bretagne et l'Algérie sont à la recherche d'«action effective» en matière de lutte contre le terrorisme.

William Hague, ministre britannique des Affaires étrangères, en visite de deux jours à Alger, a placé la coopération en matière de terrorisme en tête des priorités. Il est venu faire part de la détermination de son pays à renforcer des relations qu'il qualifie de «chaleureuses».

William Hague était à Alger pour redéfinir les priorités. Il indiquait hier lors de la conférence de presse conjointe animée avec son homologue algérien que «la priorité de la Grande-Bretagne dans le domaine de coopération sécuritaire avec l'Algérie est d'arriver à une action effective pour contrer le terrorisme dans la région du Maghreb».

Le ministre britannique, analysant l'état des relations bilatérales, expliquait que «nous avons une coopération particulièrement forte dans ce domaine mais il reste beaucoup de potentiel à développer entre les industries de la défense des deux pays». A son arrivée à Alger, William Hague déclarait que «les relations algéro-britanniques sont très riches. Nous avons des relations bien établies dans le secteur de l'énergie. Le commerce entre les deux pays a doublé durant les cinq dernières années». Un constat partagé par son homologue algérien qui qualifiait, hier, la coopération bilatérale de «très positive» depuis des années. «Je ne suis pas expert dans les affaires sécuritaires, mais je dirai qu'il n'y a pas de limite qui puisse satisfaire tout le monde», relevant l'existence de «pas très positifs» depuis des années. L'Algérie et la Grande-Bretagne, à travers leurs relations, souhaitent arriver, dans les mois et les années à venir, à voir le terrorisme «enterré», dira Medelci. La visite de William Hague «intervient dans un contexte politique régional arabe marqué par de grands changements, et reflète la volonté des deux pays de poursuivre le dialogue politique initié au cours des dernières années.

Elle s'inscrit désormais dans une tradition de rencontres et de concertation régulière sur les voies et moyens de renforcement d'une coopération bilatérale dynamique, ainsi que sur des questions d'actualité régionale et internationale d'intérêt commun», indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

N. I.

Les contacts avec le CNT «quasi quotidiens», selon Medelci

Interrogé au sujet des relations entre l'Algérie et le CNT libyen, Mourad Medelci a répondu que «les relations entre l'Algérie et le CNT vont dans la bonne direction», expliquant que l'Algérie avait des relations «informelles» avec le CNT, qui sont devenues aujourd'hui «officielles». Il a affirmé que les contacts sont «réguliers» et «quasi quotidiens». Medelci a annoncé, à ce propos, que l'ambassadeur d'Algérie à Tripoli a été reçu mardi par M. Abdeljalil, soulignant qu'au terme de cette audience «extrêmement constructive», l'intérêt de Abdeljalil pour la construction d'une coopération multiforme, solide et ambitieuse a été de nouveau confirmé. Il a, en outre, indiqué que la visite prochaine d'une délégation du CNT en Algérie a «été confirmée».

N. I.

MARINS OTAGES À BORD DU VRAQUIER *BLIDA*

Les familles décident de reprendre les rassemblements de protestation

Les familles des 16 marins retenus en otage à bord du navire* Blida *ont décidé de reprendre la mobilisation et d'organiser de nouveau des sit-in et des rassemblements de protestation dès la semaine prochaine. Elles comptent ainsi exprimer leur inquiétude concernant la situation des marins qui se dégrade de jour en jour.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - «Nous avons assez attendu et nous n'avons que faire des promesses, l'état de santé des marins est plus que préoccupant après dix mois passés à bord du *Blida* dans des conditions déplorables et un stress continu», témoigne Faouzi, fils du marin Aït-Ramdane. Faouzi précisera que la visite faite au siège d'International Built Carriers (IBC), filiale de la Cnan et affréteur du navire, ne leur a pas permis d'avoir des nouvelles des otages retenus sur le vraquier dans les eaux somaliennes. «Ils nous disent que les négociations se poursuivent et qu'il n'y a cependant rien de nouveau quant à leur éventuelle libération. Notre patience a atteint ses limites et nous craignons que le grave problème de santé qu'a subi le marin Toudji ne se reproduise», dira Faouzi Aït-Ramdane. Ce dernier annoncera, d'ailleurs, qu'à partir de la semaine prochaine, les familles, toujours mobilisées, reprendront de nouveau les rassemblements de protestation pour dénoncer «la léthargie des autorités algériennes face au drame que vivent les marins et leurs proches».

Pour sa part, le marin Toudji, libéré à la fin de semaine dernière après un malaise cardiaque, est arrivé en Algérie il y a trois jours. Jusqu'à hier, il n'avait toujours pas rejoint sa famille, selon ses proches. Il a fait dès son arrivée un bref séjour au service cardiologie de l'Hôpital central de l'armée. Selon son frère, Toudji est cependant en bonne santé.

F.-Z. B.